

COORDINATION DES SYNDICATS CGT

du Groupe TOTAL

*Branche Pétrole*

## *Tél : 01.47.44.69.38 – Fax : 01.47.44.49.90*

www.cgttotal.fr

La Défense, Le 25/03/2015

**DE REELLES DIFFICULTES CHEZ TOTAL?**

Y-a-il le feu dans la maison TOTAL, comme semble le laisser croire notre haut management particulièrement celui de l’EP ?? Le groupe va t-il si mal que cela, comme certains syndicats de notre entreprise s’échinent à le claironner pour donner un coup de main à la Direction? **La CGT dit NON**

Certes, il va y avoir une passe délicate liée à la baisse du prix du brut, mais le Groupe a les reins solides et une assise financière saine, susceptible de permettre de passer ce cap. Et ça ce n’est pas la CGT qui l’affirme, c’est la Direction Générale elle même. En effet, avec près de 100 milliards d’euros de fonds propres, correspondant pour une grosse partie à des réserves qui on été patiemment accumulées depuis la fusion en 2000 grâce au travail de tous les salariés, il y a de quoi voir venir.

Le prix du baril est fortement descendu depuis quelques mois, altérant de fait les rentrées de cash flow à l’amont -EP. Les besoins en fond de roulement (pour les salariés le compte courant que nous avons tous et qui permet les dépenses courantes) étant constant, la trésorerie s’en ressent.

Selon nous, trois solutions pourraient être appliquées:

* **Prendre dans les réserves en mobilisant ainsi les actifs financiers accumulés,**
* **Emprunter**
* **Réduire la part qui revient aux actionnaires**,

Solutions d’autant plus envisageables que le taux d’endettement est faible (25-26% des capitaux propres) et que la part qui va chaque année aux actionnaires est gigantesque (5 milliards d’euros). Mais TOTAL a choisi de taper sur les salariés, ceux la mêmes qui produisent les richesses et sans qui le Groupe et ses actionnaires ne seraient rien :

* renégociation des contrats au rabais avec les prestataires entrainant une baisse significative des conditions de vie et de travail des salariés de la sous-traitance, leur licenciements,
* vente d’actifs : des entreprises en bonne santé sont éjectées du Groupe avec leur personnel (TIGF, TOTAL GAZ, PROSECA, BOSTIK…),
* Mise en place de la culture de réduction des coûts par tous les moyens
* Gel des embauches toute catégorie confondue compromettant l’équilibre déjà préoccupant de l’emploi dans toutes les branches du Groupe.

Stopper les embauches alors que les anciens partent chaque jour un peu plus nombreux est une grave erreur à la limite de la faute professionnelle pour la CGT.

Les productions d‘huile (surtout) et de gaz sont en baisse et le Groupe peine à atteindre les objectifs qu’il se fixe lui-même. En 2000, Thierry Desmarest promettait une production de l’ordre de 2,5 mboe par jour. En 2013 nous n’y étions même pas. Et après avoir annoncé 3 millions à l’horizon 2017, le Groupe a révisé à la baisse cet objectif pour le passer à 2,8 mboe/jour. **Mais comment y arriver avec un personnel sous dimensionné et une pyramide des âges déséquilibrée ?**

**Oui il y a un problème de stratégie industrielle polluée par une stratégie financière suicidaire.**

**En effet, demander des retours sur investissements de plus de 15% entraîne le rejet de tout projet qui se situe en dessous de ce couperet. Forcément nombres de projets d’exploration ou de développement ne peuvent voir le jour et c’est autant de barils en moins.**

**Alors exiger un TRI (taux de rendement interne) de minimum de 15% est-il viable???**

**La CGT répond clairement NON.**

A ce rythme, TOTAL, comme les autres majors, risque d’être confronté à de sérieux problèmes. Cette problématique de rentabilité interne destinée uniquement à gaver les actionnaires sans tenir compte de la réalité économique, est un paramètre très contestable.

**Un exemple flagrant : Gas & Power**, qui fait partie de l’Amont, affiche des TRI compris entre 25 et 35% alors que l’EP proprement dit est en dessous des 15% attendus par la direction.

Mais les usines LNG qui demandent de très gros investissements ne sont pas supportées par Gas & Power mais par l’EP. Si Gas & Power devait prendre en charge le coût des usines, son TRI serait plus faible et de fait, celui de l’EP serait plus fort.

**Même scénario pour les raffineries**. Achetant le pétrole au prix du marché, elles sont déficitaires ou dégagent de faible marge. Si Total facturait à prix coutant le brut à ses raffineries, le Trading aurait un TRI plus faible et les raffineries seraient très rentables. Mais voila, étant situées en France, elles seraient soumises à l’impôt sur les sociétés et TOTAL, qui est en une « entreprise citoyenne et responsable » nous dit-elle, ne semble pas en avoir envie. C’est plus confortable de clamer sur tous les toits que l’on paye 14 milliards d’euros d’impôts et taxes diverses ailleurs dans le monde, sans qu’aucun contrôle ne soit possible.

**Baisse du baril et coûts de production**

Avec un baril à 45-50 dollars, les compagnies pétrolières sont encore largement bénéficiaires !

Les rares estimations mondiales indiquent que le prix de revient d’un baril varie de 2-3 dollars (Moyen Orient) à 40-60 dollars dans les zones les plus difficiles. La moyenne étant aux environs de 25 dollars par baril. Par contre, il est vrai que les nouveaux développements formatés pour un baril à 80$ ou au-dessus sont aujourd’hui pénalisés sous réserve que l’on considère que les prix bas vont durer deux, trois ou quatre années. Dans ces conditions, il serait effectivement difficile de lancer un projet qui ne soit pas d’une rentabilité faible ou à perte.

Mais bien malin celle ou celui qui pourrait prédire à plus d’un an, voir moins, le prix du baril. Il existe effectivement un équilibre qui pourrait se situer entre 80 et 100 dollars. Equilibre qui devrait satisfaire pays producteurs, pays consommateurs, entreprises pétrolières nationales et privées.

**Les actionnaires sont clairement un coût**

Nos actionnaires sans sourciller en demandent toujours plus. Cela ne s’arrêtera jamais. C’est une évidence.

Nous serions donc condamnés à accepter des suppressions d’emplois, des baisses d’investissements, des baisses de salaires et d’avantages sociaux pour permettre à nos actionnaires d’avoir ce qu’ils considèrent comme leur dû. Depuis deux ans le groupe à des difficultés à payer les acomptes versés à ses actionnaires par manque de cash. On doit emprunter pour le faire ! Une incroyable aberration !

**Le problème vient donc du système économique et des politiques menées. La CGT refuse de s’inscrire dans cette spirale suicidaire et néfaste pour nos emplois, nos régions, notre pays. La CGT milite pour que des groupes tel que TOTAL reviennent sous le contrôle de la nation et de son peuple. C’est la garantie de ne pas voir le Groupe s’enfoncer voire de disparaitre à terme.**

**Le 9 avril, la CGT, FSU, FO et Solidaires appellent à une journée d’actions marquée par une grande manifestation nationale à Paris. C’est l’occasion d’exprimer notre refus de cette stratégie financière. Tous ensemble !**